

SYNTHESE DU DEBAT NATIONAL SUR L'ECOLE

CIRCONSCRIPTION DE BARENTIN

Arrondissement : PAVILLY

Type de réunion : Réunion d'école publique

Pavilly, salle de la Dame Blanche, lundi 1^{er} décembre 2003

Constat sur l'état actuel de l'école

Le débat débute à 18h15 et se prolonge jusqu'à 20h45. Environ 40 personnes présentes dans la salle parmi lesquelles on peut dénombrer quelques parents (6), quelques élus (8), des enseignants en activité et en retraite, des représentants syndicaux.

Les enseignants présents rappellent que des dizaines de milliers d'enseignants qui se sont mobilisés depuis le printemps dernier sur les retraites et la décentralisation n'ont pas obtenu ce qu'ils revendiquaient. De ce fait, ils n'envisagent pas de participer au débat sans faire abstraction de ces revendications. Ils estiment qu'à l'intérieur d'une école, les enseignants et le personnel de service forment l'équipe pédagogique et assurent le suivi des enfants. Il faut refuser que des parties prenantes privées n'interviennent, par crainte de la privatisation de l'école publique.

Des critiques sont formulées sur l'organisation des réunions, les horaires. Les enseignants auraient souhaité que des demi-journées soient banalisées.

Ils montrent aussi leur inquiétude quant à l'objectivité des notes prises par les rapporteurs.

Comment peut-on faire un bilan de l'école sans faire un bilan de la société dans laquelle on constate une paupérisation massive? Ce bilan semble irréaliste. L'école doit avoir un rôle d'ascenseur social.

Rappel des objectifs de la loi d'orientation de 1989: 80% de bacheliers, 20% de CAP/BEP.

On a le sentiment que les jeunes éprouvant des difficultés sont plutôt plus nombreux. Il ne faut pas oublier les plus démunis, il faut les faire rattraper.

Ne serait-il pas plus intéressant de recréer des classes de niveau et assurer l'essentiel pour les plus démunis, à savoir lire, écrire, compter pour qu'ils puissent avoir une bonne insertion sociale ?

7% du PIB vont à l'Education nationale en France. On constate aussi que, quelle que soit l'organisation pratiquée, il y a toujours 7 à 8% d'une classe d'âge qui quittent l'école sans diplôme. Les parents d'élèves présents font remarquer que l'on a tendance à dévaloriser des enfants qui n'ont pas un parcours d'études scientifiques, le littéraire est dévalorisé. Ils souhaitent que les formations professionnelles soient revalorisées, que l'on recrée des filières (CPA, classes de transition). Il faut arrêter de stigmatiser les enfants "cancres". Actuellement, il existe un décalage entre la société et l'école.

Question sur le nombre d'élèves qui obtiennent des diplômes: 85% d'enfants de cadres supérieurs obtiennent le bac, 45% d'enfants d'ouvriers.

Remarque: avoir beaucoup de diplômes ne donne pas d'expérience professionnelle ce qui est un handicap lorsqu'un jeune cherche un emploi. D'un autre côté, plus on a de diplômes, plus on a de chances de trouver du travail.

Recentrage du débat sur l'école. On demande beaucoup trop aux enseignants. Il faudrait revenir sur les fondamentaux: lecture, calcul, instruction civique.

Effectifs dans les classes: 25 élèves par classe, ce n'est pas un problème. Les problèmes viennent du fait que les enfants ont énormément de choses visuelles dans la tête (télévision). De grosses difficultés de rapports famille/école sont constatées. Certains parents croient que tout doit être fait par les enseignants. Le malaise de l'école est un mal de société. D'une manière générale, les parents présents sont satisfaits de l'école, ils pensent que les problèmes se situent dans les familles, où notamment, on ne parle pas bien, on maîtrise mal la langue.

Ecole maternelle: scolarisation des 2 ans. Désormais, ce n'est plus une priorité. La possibilité est laissée aux familles de laisser un enfant en crèche jusqu'à 4 ans. Les nourrices peuvent accepter un enfant de plus. Un problème se pose aussi pour les grandes sections qui sont de plus en plus aspirées par l'élémentaire (cycle 2). Il y a une incohérence entre les documents envoyés par le Ministère de l'Education Nationale et la réalité des choses. L'école maternelle française est la meilleure en Europe. Il faut tout mettre en œuvre pour réussir la scolarisation des tout-petits.

Les enseignants pensent que l'école, telle que nous la connaissons, va disparaître. La privatisation est en marche. Le gouvernement français n'est qu'un rouage qui applique les mesures de l'OMC. La volonté du gouvernement est de faire constater par un appauvrissement progressif du service public, que ce service fonctionne mal et qu'il doit être privatisé pour bien fonctionner. Référence est faite à la Poste, à EDF, à la SNCF. Les parents présents pensent que les citoyens français ne sont pas prêts d'abolir le statut public de l'Education Nationale, ils tiennent à leur école.

Démantèlement de l'école: on tend à fermer des écoles rurales, on regroupe les écoles pour avoir des entités de 15 à 20 classes, soit au niveau des cantons ou des communautés de communes. On craint qu'il n'y ait plus d'école ouverte à tous (gratuite, laïque et obligatoire). Une comparaison est faite avec le système anglais où l'on n'a pas les mêmes programmes selon l'endroit où l'on se trouve. En Espagne, les diplômes ne sont pas les mêmes au nord et au sud.

Direction d'école: on en demande toujours plus aux directeurs d'écoles. On veut créer des postes de coordonnateurs d'écoles qui seront des "super directeurs" qui géreront plusieurs écoles.

Organisation du débat: les enseignants pensent que l'organisation du débat n'est pas démocratique car, dans la même soirée, trois réunions sont organisées simultanément (lycée, collège, école).

Des parents se montrent surpris par le petit nombre de personnes présentes, notamment du peu de parents. Les enseignants regrettent que des invitations n'aient pas été distribuées, que les deux dates soient si rapprochées. Les animateurs rappellent que le résultat des 15000 réunions doit déboucher sur une nouvelle loi d'orientation fin 2004. Les enseignants déclarent que cette loi est déjà prête au MEN.

Les parents demandent ce que l'on peut faire pour sauver l'école. Même question pour les élus. Ils souhaitent que ces réunions servent à construire une école meilleure pour demain. Ils se demandent ce qu'il pourrait être fait pour que des jeunes, sans grande qualification, obtiennent une bonne situation, sachant que dans certains domaines de l'industrie, on manque cruellement de main d'œuvre. Les enseignants répondent que l'école ne doit pas simplement préparer à un métier, elle doit aussi développer une culture personnelle et ne pas se réduire à un simple utilitarisme économique. Elle n'est pas responsable du chômage, des licenciements. Il ne faut pas faire le procès de l'école à travers ça. Il faut créer des classes, et ce, dès la maternelle. Il faut donner les moyens d'accueillir les 2 ans dans de bonnes conditions.

Emplois-jeunes: pourquoi avoir supprimé le dispositif au lieu de le pérenniser ? Le nombre d'assistants d'éducation est bien trop restreint. Il faut maintenant se retourner vers les municipalités qui n'ont pas les moyens d'assumer de telles charges. On va vers un désengagement de l'Etat dans L'Education nationale. Avec la décentralisation, il y aura des transferts qui auront pour conséquences de créer de gros problèmes à l'école.

Taux d'encadrement: évolution de 30 élèves /classe en 1980 à 25 aujourd'hui. La France se situe dans la moyenne. On constate cependant une baisse du taux de réussite au bac malgré la diminution du nombre d'élèves par classe.

La mixité: il ne faut pas revenir dessus, disent les enseignants qui pensent que c'est un faux débat.

Débat entre les parents concernant les vêtements. Faut-il réinstaurer la blouse ou pas ? Les vêtements de marque sont pointés du doigt. Les parents doivent éduquer leurs enfants afin de ne pas porter systématiquement des vêtements de marque. Les enfants qui ne portent pas ces vêtements sont mis à l'écart. Il faut refaire l'éducation des parents avant celle des enfants. Ce problème fait rebondir le débat sur l'entrée de la publicité à l'école. L'exemple de l'affiche sur les droits de l'enfant avec des signatures de sponsors privés est évoqué. Les marques sont présentes dans les cantines (Yoplait...). Les enseignants expliquent qu'ils réagissent ainsi parce que les grandes marques industrielles envahissent l'école.

Recentrage du débat sur l'école primaire, l'apprentissage de la citoyenneté notamment, pas seulement l'apprentissage professionnel. Un parent pose la question de savoir si les enfants à partir de 10-12 ans ne se rendent pas compte qu'ils n'ont pas d'espérance, qu'ils vont vers l'échec et qu'ils baissent les bras. Peut-être faudrait-il leur donner un pôle d'intérêt.

Il faut donner envie d'apprendre aux élèves, valoriser leurs qualités, ne surtout pas casser leurs rêves. Les enfants en difficulté qui sont envoyés au collège ne doivent pas être catalogués et stigmatisés. Tout est encore possible.

Il faut améliorer les choses à l'école pour combattre l'échec scolaire. 60% des élèves au collège ne parviennent pas à travailler normalement. Faut-il inventer des structures pour ces enfants-là ? Il faut accepter des cheminements divers. Le collège unique est-il la solution à tous ces problèmes ?

On souligne que les SEGPA sont en sous-effectifs. On n'autorise pas les enfants à aller dans ces structures spécialisées qui ont leur utilité. Des exemples de classes où l'on aide les enfants en difficultés sont donnés par certains parents.

Retour sur l'organisation du débat.

Les parents pensent que le cahier de liaison aurait dû être utilisé pour avertir les parents de ces réunions. D'autres pensent que le petit nombre de présents traduit le manque d'intérêt des parents et des élus. Les personnes présentes sont informées qu'elles pourront consulter les comptes-rendus sur internet. Les réactions sont diverses: est-ce à la portée de tout le monde ? Les gens ont-ils le temps de s'intéresser à cela ? C'est encore un débat d'enseignants.

Clôture: les animateurs énoncent les sujets qui seront débattus lors de la réunion suivante, mercredi 3 décembre de 18h00 à 21h00.

Pavilly, salle de la Dame Blanche, mercredi 3 décembre 2003.

Début de la réunion: 18h10, 25 personnes présentes.

01 - Quelles sont les valeurs de l'école républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

Les enseignants pensent que le débat est trop restreint, que c'est un débat de spécialistes. L'animateur recadre le débat: rappel sur la manière dont est organisée l'école, rappel historique de Jules Ferry à Luc Ferry.

Un DDEN revient sur les valeurs de l'école républicaine: elle doit être neutre, laïque, gratuite, obligatoire et nationale. Il faut se montrer vigilant pour conserver les principes de Jules Ferry. Avec la décentralisation, l'égalité ne pourra plus être respectée. Il ne faut plus de classes à 30 élèves, mais des classes à 20 élèves avec trois enseignants pour deux classes. Il n'existe qu'une seule école nationale, tous les fonds doivent aller à l'école publique. L'école, c'est de 2 à 16 ans, obligatoire pour tous, payée par l'état. A la sortie, chacun doit savoir lire, écrire, compter, comprendre. Il ne faut pas supprimer les écoles de campagne.

Une élue souhaite revenir sur les points caractéristiques de l'école de Jules Ferry. On constate un manque d'écoles aujourd'hui. Dans certaines communes, les écoles privées ont même pris la place des écoles publiques. L'égalité pour tous, c'est une seule école publique. Il ne faut pas donner un sou aux écoles privées.

Les règles de carte scolaire sont-elles les mêmes dans le privé que dans le public ?

L'animateur répond que la proportion des établissements privés est plus importante dans le secondaire. Ces établissements ont le même contrôle pédagogique.

Beaucoup d'enfants vont dans des collèges privés à cause du manque de moyens dans le public, il n'y a pas assez d'enseignants. Il est nécessaire d'avoir des classes à 20 élèves, hétérogènes, avec des enseignants formés, tout cela afin de proposer un enseignement diversifié. Tout élève qui sort du collège doit avoir un bagage.

Débat sur la laïcité.

Chacun est libre d'avoir ses idées mais en dehors de l'école. Rappel de la loi de 1905 sur la séparation des églises et de l'Etat. Il faut absolument appliquer les principes de cette loi. Un DDEN demande si tous les enseignants font respecter cette loi dans les classes.

La laïcité est-elle respectée dans les menus de cantine ? (poisson le vendredi, porc...).

Port du voile: quelques personnes présentes estiment qu'il ne faut pas focaliser sur le port du foulard, des divers insignes religieux. Beaucoup déclarent que la laïcité doit être la même pour tous, quelle que soit la religion.

08 - Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Si l'école avait toujours un rôle d'ascenseur social, il y aurait plus d'enfants motivés. Seuls sont motivés ceux qui y croient toujours.

Les classes de découverte motivent-elles les élèves ?

Les enseignants ne veulent plus sortir avec leurs élèves à cause des contraintes administratives qui leur sont imposées. Le coût des sorties, des transports est dissuasif. La lourdeur des projets pédagogiques est mise en cause, le problème de la responsabilité des enseignants est évoqué.

Les enseignants estiment aussi que beaucoup de choses ont été ajoutées dans les classes sur les emplois du temps sans enlever quoi que ce soit. Il y a beaucoup plus à faire sur le même temps. On demande beaucoup trop de choses à un enfant qui sort de primaire. Il est indispensable d'améliorer la liaison école/collège.

Souvent, les élèves ne sont pas motivés parce qu'ils ne savent pas pourquoi ils sont là. On trouve un problème familial à la base., les parents ne les encouragent plus. Les enseignants sont motivés, l'Education nationale fonctionne assez bien. On distingue un écart entre les valeurs de la famille et les valeurs de l'école. Avant de motiver les enfants en tant qu'élèves; il faudrait parvenir à les motiver en tant qu'enfants. On constate un manque de confiance vis-à-vis de l'école. Les enseignants ne sont plus reconnus. Le phénomène est accentué par les médias qui stigmatisent les enseignants.

Un parent demande comment on pourrait amener les parents à s'inquiéter du sort de leurs enfants. Il faudrait établir un contact avec les parents qui fuient l'école. Il est signalé que le milieu social n'a rien à voir dans toutes ces difficultés.

Faut-il séparer les bons élèves des élèves en difficulté ? Faut-il des classes de niveau ou des classes hétérogènes ?

Les points de vue sont partagés. Certains pensent que les bons élèves s'ennuient dans les classes hétérogènes et, de ce fait, n'entraînent pas les plus faibles. Chaque enfant possède un potentiel, soit intellectuel, soit manuel. Il est nécessaire de mettre en place des pédagogies différenciées, d'individualiser le travail. Les enseignants sont contre la sélection. Il faut des effectifs de 20 élèves par classe avec 3 maîtres pour 2 classes. Tous les enfants jusqu'en 3^{ème} doivent pouvoir bénéficier des mêmes apprentissages.

18 - Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'Etat et des collectivités territoriales ?

La discussion commence par la lecture de l'article 2 de la Constitution.

La décentralisation ne va-t-elle pas aggraver les différences entre les écoles, les collèges et les lycées ?

Les lois européennes s'imposent aux lois nationales dans les universités (licence, maîtrise, doctorat).

Une majorité des présents se dégage pour un refus de la décentralisation. L'exemple des ATSEM est donné: elles sont rémunérées par les communes et selon la richesse ou la volonté des communes, on recrute plus ou moins d'ATSEM. Elles doivent avoir un CAP petite enfance. Les communes préfèrent employer du personnel de service que l'on peut déplacer et à qui l'on demande notamment de faire des tâches ménagères.

Concernant les fournitures scolaires, on constate un écart de 1 à 10 selon les communes. La pression fiscale étant très différente suivant les communes, la DGF attribuée aux communes devrait permettre que toutes les écoles fonctionnent sur un même pied d'égalité. Il en va de même pour les communautés de communes qui ont pris la compétence scolaire; les moyens s'avèrent inégaux de l'une à l'autre.

L'Etat doit conserver les compétences: diplômes, recrutement, formation des enseignants, programmes, organisation pédagogique.

Décentralisation de l'organisation matérielle: les écoles aux communes, les collèges aux conseils généraux et les lycées aux conseils régionaux.

Les personnels ATOS, médecins, COP, AS doivent rester au plan national.

Clôture de la réunion: 20h45.

Trois priorités pour l'Ecole

1 Néant

2 Néant

3 Néant

LE GOUVERNEMENT VEUT NOUS VENDRE SA LOI D'ORIENTATION SUR L'ECOLE...

Nous dénonçons la méthode du gouvernement qui reste sourd aux revendications de catégories de professionnels qui se mobilisent massivement : enseignants, intermittents du spectacle, étudiants, salariés du privé ... pour ensuite organiser un pseudo débat.

Ainsi en ce qui concerne l'école il entend nous donner la parole !

Comme si au printemps dernier nous, personnels de l' éducation, nous n'avions pas défendu dans la rue, au travers du plus fort mouvement revendicatif que l'éducation nationale ait connu depuis des dizaines d'années, l'école que nous voulons, l'école de la République.

Nous ne sommes pas dupes !

Le constat présenté sur l'état de l'école est truffé de contre vérités.

Les questions sont orientées.

Les projets sont déjà ficelés.

**Ce gouvernement veut à tout prix décentraliser
pour mieux privatiser après l'école publique**

Nous réaffirmons par ce texte :

- . notre engagement à défendre l'école publique laïque et obligatoire
- . nous refusons toute décentralisation de personnels ou / et de services, préalable à la future privatisation de l'école.

Nous nous battons avec les syndicats, avec les organisations de parents d'élèves, avec les associations pédagogiques... contre ce projet de casse de l'école publique.

Les enseignants (syndiqués et non syndiqués) réunis en assemblée générale à BARENTIN
le lundi 24 Novembre 2003.